

MASTER 2
Droit
International et Européen



2024 - 2025

U^A FACULTÉ
DE DROIT, D'ÉCONOMIE
ET DE GESTION
UNIVERSITÉ D'ANGERS

**univ^{er}sité
angers**

- Objectifs de la formation -

Le droit international du XXI^e siècle n'est plus exclusivement le droit de la coexistence entre entités souveraines défendant leurs intérêts égoïstes, mais aussi un droit d'intégration et de défense de valeurs communes. L'être humain est désormais placé au cœur de ces évolutions. Plusieurs phénomènes attestent de ces transformations irréversibles qui modifient la conception même de l'État : l'internationalisation de matières qui relevaient auparavant exclusivement de l'ordre national, la consolidation des droits régionaux, la diversification des espaces conquis par le droit international ; la judiciarisation accrue du droit international, très remarquable au niveau régional ; enfin, et surtout, la réappropriation du droit international par l'ordre juridique interne.

Les cours du premier semestre mettent en évidence cette dynamique sur le plan normatif, tandis que ceux du second semestre font une place prépondérante à la matière contentieuse et à l'analyse jurisprudentielle.

En mettant ainsi l'accent sur la diversité du droit international et européen, **le Master 2 encourage les juristes qu'il forme à élargir les horizons de leurs débouchés professionnels.** Cette ouverture à la diversité se reflète par ailleurs dans la double vocation – recherche et professionnelle – du Master 2 et à la possibilité laissée aux étudiant.e.s de choisir entre un stage à dominante internationale ou européenne et un mémoire de recherche, et d'effectuer une mobilité internationale. Le Master 2 met également en place des voyages d'études pour permettre aux étudiant.e.s d'assister à des conférences et des manifestations scientifiques ainsi que de visiter des juridictions et institutions nationales (Cour nationale du droit d'asile, Conseil d'Etat, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) ou internationales (Palais de la Paix à La Haye, Cour pénale internationale, Conseil de l'Europe).



Année universitaire 2024-2025

CFVU du 9 mai 2023

Responsable pédagogique : Alina MIRON et Bérangère TAXIL

Master 2 Droit public - Parcours Droit International et Européen (DIE)

Libellé	CM	TD	Vol Etud	ECTS	Coef	Semestre 3		Semestre 4		Session 2	
						Assidu	DA	Assidu	DA	Assidu	DA
						Nature EPR- durée (Coef)	Nature EPR- durée (Coef)	Nature EPR- durée (Coef)	Nature EPR- durée (Coef)	Nature EPR- durée (Coef)	Nature EPR- durée (Coef)
TOTAL M2	201	60	261	60							
SEMESTRE 3	102	60	162	30							
UE1 Cours magistraux fondamentaux - Approche matérielle	72		72	16	3						
Politiques européennes	18		18	4	1	CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn			CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn
Droit international et nouveaux espaces	18		18	4	1	CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn			CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn
Droit des minorités et des peuples	18		18	4	1	CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn			CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn
Droit d'asile et migrations internationales	18		18	4	1	CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn			CT écrit 3h ou Oral 30 mn	CT écrit 3h ou Oral 30 mn
UE2 Cours magistraux complémentaires	30		30	6	1						
Choix matières UE2 (2/3)											
Droit international et européen de l'environnement	15		15	3	1	Oral 15 mn	Oral 15 mn			Oral 15 mn	Oral 15 mn
Droit européen des droits de l'homme	15		15	3	1	CT écrit 1h	CT écrit 1h			CT écrit 1h	CT écrit 1h
Droit international et violences sexuelles	15		15	3	1	Oral 15 mn	Oral 15 mn			Oral 15 mn	Oral 15 mn
UE3 Séminaires		60	60	8	2						
Clinique juridique Lighthouse		40	40	5	2	Rapport	Rapport			Rapport	Rapport
Choix Pratique du droit (1/2)											
Pratique du droit international		20	20	3	1	CC	Rapport			Rapport	Rapport
Pratique du droit européen		20	20	3	1	CC	Rapport			Rapport	Rapport
SEMESTRE 4	99		99	30							
UE4 Cours magistraux fondamentaux - Approche contentieuse	54		54	9	2						
Justice constitutionnelle européenne	18		18	3	1			Oral 30 mn	Oral 30 mn	Oral 30 mn	Oral 30 mn
Contentieux international de la mer	18		18	3	1			CT écrit 3h	CT écrit 3h	CT écrit 3h	CT écrit 3h
Contentieux européen des droits de l'homme	18		18	3	1			CT écrit 3h	CT écrit 3h	CT écrit 3h	CT écrit 3h
UE5 Séminaires	45		45	5	2						
Clinique juridique Lighthouse	30		30	2	1			Rapport	Rapport	Rapport	Rapport
Conférences thématiques	15		15	3	1			CC	CT écrit 1h	CT écrit 1h	CT écrit 1h
UE6 Projet tutoré				16	3						
Choix UE6 (1/2)											
Stage				16	1			rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance
Mémoire				16	1			rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance	rapport/mémoire + soutenance

- Equipe enseignante -

L'équipe pédagogique du Master 2 Droit international et européen comprend des enseignant.e.s-chercheur.e.s ainsi que des praticien.ne.s en droit international et européen.

- **Gaëlle HARDY-DE DIEULEVEULT**
Professeure de droit public.
- **Félicien LEMAIRE**
Professeur de droit public.
- **Alina MIRON**
Professeure de droit public.
- **Bérangère TAXIL**
Professeure de droit public.
- **Yannick LECUYER**
Maître de conférences HDR en droit public.
- **Romain FOUCART**
Maître de conférences en droit public.

- Intervenants extérieurs -

- **Florian AUMOND**
Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Poitiers.
- **Raphaël CHAZOT**
Enquêteur-analyste au Service National des Enquêtes Administratives de Sécurité (SNEAS) du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.
- **Jean-Christophe HONLET**
Avocat au Barreau de Paris et associé du cabinet Honlet Legum.
- **Camille TULASNE**
Docteure en droit public de l'Université de Tours, attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER).
- **Merlin PAPADHOPULLI**
Avocate au barreau de Paris.

- Docteurs et doctorants intervenants -

- **Joseph REEVES**

Docteur en droit public de l'Université d'Angers, qualifié aux fonctions de Maître de conférences en droit public.

- **Marie GOURIOU**

Doctorante en droit public de l'Université d'Angers, sous la direction de la Pr. Bérangère TAXIL.

- Grands moments du droit international à Angers -

Depuis sa création en 2013, le Master DIE s'est toujours distingué par l'implication active de ses étudiants dans l'organisation de projets de recherche, de colloques et de journées d'étude.

Parmi les réalisations marquantes figurent le colloque annuel de l'Institut Cassin de 2016 sur le thème « **Sexualité et droit international des droits de l'homme** », les projets **ZOMAD** et **ARRECO**, ainsi que la contribution à la création d'**Alliance Europa** en 2015, où le Master DIE a été la seule formation de l'Université d'Angers à obtenir ce label prestigieux.

Par ailleurs, le Master DIE est particulièrement rythmé par la participation chaque année à plusieurs concours de procès simulé.

Concours de procès simulé francophone Charles Rousseau.

Forte d'une participation annuelle constante depuis 2014, les étudiants du Master DIE ont régulièrement remporté prix de mémoire et prix de plaideurs au cours des différentes éditions du concours organisé par le prestigieux **Réseau francophone de droit international (RFDI)**. L'édition 2024 fut particulièrement faste puisque le concours a été remporté pour la toute première fois par l'équipe angevine. L'implication du Master DIE pour ce concours se caractérise aussi par l'accueil à Angers de l'édition de 2018, à l'occasion de laquelle les équipes de plaideurs venues du monde entier se sont affrontées dans nos amphithéâtres.

Concours de procès simulé en DROIT INTERNATIONAL CHARLES ROUSSEAU

ANGERS, du 30 avr. au 6 mai 2018
plus d'informations sur : bit.ly/C_Rousseau

I Colloque d'ouverture
« Les réfugiés en mer : droit des réfugiés ou droit de la mer ? »
Lundi 30 avril à 14h
Amphi. Volney
Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion / Campus Saint-Serge (ouvert au public)

I Quarts de finale
Vendredi 4 mai à partir de 13h30
Amphi. Quart à l'Inca
Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion / Campus Saint-Serge (ouvert au public)

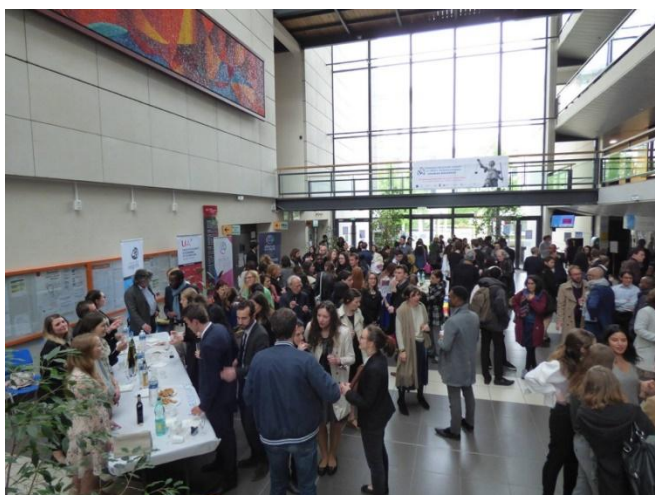
I Demi-finales
Samedi 5 mai
Cour d'appel d'Angers (sur invitation)

I Finale
Dimanche 6 mai
Musée Jean Lurçat (sur invitation)

Asociación de Facultades de Derecho de España en Europa
Asociación de Facultades de Derecho de América Latina
Asociación de Facultades de Derecho de Asia y Oceanía
Asociación de Facultades de Derecho de África y Oriente Medio
Asociación de Facultades de Derecho de Europa Occidental

European Law Moot Court (ELMC). Versant européen des concours auxquels participe le Master, Angers y participe pour la 3^e année consécutive. Depuis lors, les mémoires de l'équipe angevine ont à chaque fois passé les phases de sélection pour leur permettre d'accéder aux finales régionales (Bucarest en 2023, Vienne en 2024).

Concours européen des droits de l'homme René Cassin. Illustre concours en droits de l'homme, Angers y a participé de 2016 à 2022. De nombreuses performances ont ainsi été réalisées par les équipes angevines comme le 1^{er} Prix de mémoire et la participation à la finale de l'édition 2018.



Le 53^e colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI)

La société française pour le droit international (SFDI), fondée en 1967, est l'association rassemblant le plus grand groupement scientifique de chercheur.e.s, de praticien.ne.s et d'enseignant.e.s, destiné à développer l'étude et le progrès du droit international. Chaque année, la SFDI organise un colloque centré sur une thématique différente. **L'édition 2019 du colloque a eu lieu à Angers, les 23 et 24 mai 2019.** Le thème choisi en coordination avec le Conseil de la SFDI était celui de **l'extraterritorialité**.



Le 150^e anniversaire de l'Institut de Droit international (IDI)

L'Institut de Droit international (IDI), créé en 1873, est la plus ancienne institution de droit international, dont la mission est de favoriser le progrès du droit international. En 1904, l'IDI a reçu le **Prix Nobel de la Paix** en reconnaissance de son action en faveur de l'arbitrage entre Etats, moyen pacifique de règlement des conflits.

L'IDI est composé de membres des **juridictions internationales** (CIJ, CPI, CEDH, CADH, OMC), de (ancien.ne.s) ministres et conseiller.e.s juridiques des gouvernements, de hauts fonctionnaires des organisations internationales et des organes internes et internationaux lié.e.s au droit international ainsi que du monde académique.

La 81^e session, commémorant les 150 ans de l'Institut, a eu lieu à Angers du 27 août au 2 septembre 2023. Deux résolutions ont ainsi été adoptées portant respectivement sur « **Piraterie, problèmes actuels** » (30 août 2023) et « **Précédents et jurisprudence dans les procédures contentieuses interétatiques et consultatives** » (1^{er} septembre 2023).

Le 4^e Congrès de la Chaire internationale Mukwege

La Chaire internationale Mukwege, créée en 2019 autour du gynécologue **Denis Mukwege** (Prix Nobel de la Paix 2018), vise à développer les recherches interdisciplinaires (corps médical et des professionnel.le.s de santé, psychologues, juristes, anthropologues, historien.ne.s, économistes, philosophes, *etc.*) sur le sujet des violences sexuelles dans les conflits armés et à fédérer, sur cette thématique, différents partenaires de terrain et les universités de tous continents ayant décerné un Doctorat *honoris causa* au Dr. Mukwege.

Organisé par l'équipe du **Projet ANR « VSEG » (2022-2025)**, avec le soutien de l'Université d'Angers (Centre Jean Bodin), de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne) et de l'Université de Liège (Centre d'Expertise en Psycho-traumatisme et Psychologie Légale), ce 4^e Congrès s'est déroulé du 5 au 7 juin 2024 sur le thème « **Violences sexuelles et enfance en guerre** ». Il aura réuni près de 300 personnes (dont 90 intervenants), qui ont pu assister à près de 12 sessions thématiques composées de chercheur.e.s et praticien.ne.s issu.e.s d'institutions internationales, d'ONG et d'universités du monde entier.



Projet ANR-VSEG (Violences sexuelles et enfance en guerre), 2022-2025

Le **Projet ANR-VSEG** est né du constat de l'absence de la place du droit dans la question de la prise en charge des **enfants victimes de violences sexuelles en temps de conflits armés**. Le projet s'inscrit dans une démarche de lutte contre l'impunité en visant à identifier les lacunes du droit international pour la mise en œuvre d'une véritable responsabilité (individuelle ou étatique) des acteurs et sujets impliqués dans des actes de violences sexuelles contre les enfants en temps de conflits armés, et diffuser des outils utiles à la meilleure appréhension juridique de ces enjeux (livrets, analyses juridiques, notes de blogs, articles, notamment).

Il s'agit d'un projet pluridisciplinaire et international. Nous travaillons avec des partenaires de différentes entités : la **Chaire Internationale Mukwege** ; le programme de recherche « **EnJeu[x] enfance et jeunesse** » ; les étudiant.e.s en droit de la **clinique juridique The Lighthouse** ; et un consortium d'universités (Université d'Angers, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université de Liège).

Sur l'année 2025-2026, le Projet ANR-VSEG continuera grâce à un financement **Sorb'Rising** de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.



- La clinique juridique *The Lighthouse* -

Pourquoi une clinique juridique ?

Afin de créer la [clinique juridique](#), les directrices du Master se sont inspirées des modèles existants aux Etats-Unis, en Italie ou en Suisse, et se sont appuyées sur le [Réseau des Cliniques juridiques francophones](#) dont nous faisons partie.



Le projet, créé en 2018, consistait en un module d'enseignement consacré aux droits européens de l'asile et des espaces maritimes. La clinique angevine a élargi ses thématiques au fil des projets de recherche appliquée et des partenariats noués. Elle porte aussi sur les violences sexuelles en temps de guerre, le droit de l'environnement, le contentieux international d'arbitrage et le contentieux de la Cour de justice de l'UE ou de la Cour internationale de Justice.

Ses objectifs :

La clinique juridique offre des **services d'information et d'accompagnement juridique** en droit international et européen à ses partenaires de terrain. Son objectif est de placer les étudiant.e.s au service de ces partenaires, pour offrir des réponses aux différentes questions qu'ils leur posent. Elle ne fournit pas de conseil juridique et ne se substitue pas aux avocat.e.s et autres professionnel.le.s du droit.

Ce format a pour objectif de favoriser l'apprentissage à travers des questions pratiques ou des travaux de recherche, réalisés en collaboration avec les partenaires. La clinique juridique permet aux étudiant.e.s de mettre en pratique les connaissances acquises en cours et d'élargir leur expertise. Ils acquièrent des compétences à travers la méthodologie de recherche et une adaptabilité aux exigences du monde du travail (autonomie, travail en équipe, concision et clarté). Ce format contribue ainsi largement à leur professionnalisation. Ces partenariats ont permis à des étudiant.e.s d'obtenir des **stages, des emplois ou une thèse CIFRE** à la suite de leur collaboration.

Ses méthodes :

Étant intégrée dans la maquette d'enseignement, la clinique est obligatoire pour les étudiant.e.s du Master 2. En effet, ils disposent de cours magistraux destinés à l'apprentissage des connaissances théoriques juridiques nécessaires et de séminaires pratiques sur la recherche et la méthodologie.

Les étudiant.e.s sont en grande autonomie et en contact direct avec les partenaires mais sous la supervision d'un.e pilote de clinique chargé.e de les accompagner. Cet encadrement permet d'assurer aux partenaires des travaux de qualité et d'apporter une aide précieuse dans leurs dossiers. Les étudiant.e.s y contribuent de différentes manières notamment par des notes de recherches sur des questions juridiques, par la rédaction de mémoires ou par des permanences juridiques. Ils sont tenus par des obligations de confidentialité adaptées aux situations et partenaires.

Les étudiant.e.s sont évalué.e.s sur la base de leur investissement dans les travaux demandés par les partenaires, ainsi que sur une [note de blog](#) sur un sujet de leur choix, après avoir bénéficié d'une formation au blogging. Les meilleures d'entre elles peuvent être publiées sur le site de la clinique afin de rendre accessibles leurs recherches au plus grand nombre. Des [livrets](#) restituant l'ensemble des travaux cliniques sont publiés sur le blog de la clinique juridique.

Ses partenaires :

La clinique a collaboré avec une vingtaine de partenaires depuis sa création, notamment :

- Des cabinets d'avocats spécialisés en droit d'asile et des migrations, en arbitrage, ou en contentieux international (par ex., [FAR Avocats](#), Cabinet Luke Vidal, [Savoie Arbitration](#)) ;
- Des associations telles que la Ligue des Droits de l'Homme, France Terre d'Asile (FTDA) ou [Intérêt à Agir](#) ;
- Des parlementaires ;
- Des ONG telles que [Sea-Watch](#) ou [SOS Méditerranée](#) ;
- Le réseau [Migrants dans l'Enseignement Supérieur](#).

Depuis 2022, des [étudiant.e.s](#) participent également au projet de recherche de la Professeure Taxil financé par l'ANR « Violences sexuelles et enfance en guerre ».

Pour aller plus loin :

Vous trouverez les travaux de la clinique sur son blog : <https://lighthouseua.hypotheses.org/>.

- Le Réseau Angevin de Droit International et Européen -



Le Réseau angevin de droit international et européen (le RADIE) est une association fondée en 2013 par des étudiant.e.s du Master 2 de droit international et européen et labellisée par l'Université d'Angers.

Le RADIE s'efforce depuis de construire et de renforcer les liens entre les étudiant.e.s angevin.e.s des promotions passées actuelles et futures autour du droit international et européen.

Depuis plusieurs années, l'association du RADIE organise plusieurs événements :

- **Conférences** : chaque année un cycle de conférences ayant vocation à venir appuyer la formation des M1 et des M2 est mis en place. Celles-ci voient intervenir des professionnel.le.s du droit et des professeur.e.s d'autres universités pour approfondir des points précis du droit international et européen.
- **Cafés de l'actualité** : dans une ambiance plus intimiste que les conférences, les cafés de l'actualité ont pour but de recouvrir, une fois par mois, un sujet prégnant de l'actualité internationale. Pas nécessairement tournés vers la matière juridique, ils permettent d'échanger avec des professionnels de tous horizons autour d'un café.
- **Organisation des concours** : le RADIE s'est également érigé en organe administratif veillant à assurer l'obtention de financement et le respect des procédures d'inscription pour les différents concours auxquels les étudiant.e.s du Master DIE participent (le **European Law Moot Court (ELMC)**, le **Concours de procès simulé en droit international Charles Rousseau**, le **Concours européen des droits de l'homme René Cassin**).
- **Organisation de voyages pour les étudiant.e.s** : les membres du bureau du RADIE, avec l'aide de l'équipe pédagogique, organise pour les étudiant.e.s du M1 et du M2 des voyages dans des hauts lieux du droit international et européen comme **La Haye** ou **Bruxelles**. A cette occasion, des rencontres sont organisés avec des juges de juridictions internationales ou des ambassadeur.ice.s.



- Les concours de plaidoiries -

Dans le cadre de leur formation, les étudiants du Master 2 Droit International et Européen sont encouragés à prendre part aux concours de plaidoiries en droit international et européen.

Concours de procès simulé en droit international Charles Rousseau

Ce [concours francophone](#), spécialisé en droit international, existe depuis 1985 et se déroule chaque année dans un pays différent. Il regroupe des équipes universitaires de tous pays francophones (au sens large car la Russie, l'Argentine ou l'Université étatsunienne de Yale ont pu compter parmi les participants). Après une phase de rédaction de mémoires (septembre-mars), les étudiants se retrouvent pour une semaine entière de joutes orales et plaident devant des jurys composés de professionnels du droit international (professeur.e.s, magistrat.e.s ou avocat.e.s).

Ce cas fictif s'inspire souvent des problématiques et des questions d'actualité et pousse les participant.e.s à développer leur raisonnement et leur capacité de recherche tout en développant leur culture juridique.



L'Université d'Angers a pu s'illustrer et démontrer son savoir faire lors de ce concours. En 2021 l'équipe Angevine a remporté le 1^{er} prix Henry-Rollin récompensant les meilleurs mémoires écrits.

En 2024, le travail acharné des plaideurs et des coachs a été récompensé par la 1^{ère} victoire du concours par l'équipe d'Angers, qui a battu à Bruxelles en finale l'Université de Montréal.

European Law Moot Court (ELMC)

Après plusieurs participations successives au concours de plaidoiries en droit européen des droits de l'homme (Concours René Cassin), notamment illustrées par l'accession à la finale en 2018, la participation au *European Law Moot Court* est proposée aux étudiants depuis 2023.

Considéré comme le plus prestigieux [*moot court*](#) en droit de l'UE et l'un des concours universitaires les plus importants dans le monde, le concours ELMC permet à tou.te.s les étudiant.e.s intéressé.e.s par le droit de l'UE de rivaliser avec d'autres universités.

Créé en 1988 par la *European Law Moot Court Society*, ce concours réunit entre 80 et 100 équipes universitaires d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique chaque année. Le cas fictif est rendu public tous les ans le 1^{er} septembre et les équipes participantes ont jusqu'au 25 novembre pour envoyer leurs mémoires en requête et en défense. Si les mémoires sont sélectionnés, les équipes se retrouvent au cours de finales régionales dans 4 universités en Europe. La finale, quant à elle, se déroule devant la Cour de justice de l'Union européenne au Luxembourg.

Depuis le début de la participation du Master DIE d'Angers à ce concours, les équipes ont à chaque fois réussi à qualifier leurs mémoires pour les phases orales lors de 2 éditions : en 2023 pour l'édition de Bucarest et en 2024 pour l'édition de Vienne.



- Témoignages d'ancien.ne.s étudiant.e.s -

Léa Vernerey (2017-2018)

Je suis particulièrement heureuse de cette année 2017-2018 en Master 2 Droit international et Européen qui s'achève, en ce qu'elle fut riche de colloques, de rencontres, de grands événements et notamment le concours de plaidoirie Charles Rousseau. Grâce à l'implication et au soutien de l'équipe pédagogique, j'ai pu décrocher directement après les examens un contrat de vacataire à la sous-direction du droit de la mer du ministère des Affaires étrangères et c'est une incroyable opportunité pour moi.



Marie Gouriou (2022-2023)

Cette deuxième année de Master a été particulièrement enrichissante ! Les activités de la clinique juridique m'ont permis d'appliquer concrètement le droit international, tandis que les cours, animés par des professeurs et praticiens investis, m'ont offert une vision approfondie et vivante de la discipline.



Par ailleurs, les associations du Master particulièrement investis offrent de nombreuses opportunités, telles que des colloques et des rencontres avec des professionnels du secteur.

Ces expériences m'ont permis d'obtenir, dès la fin du Master, un stage dans un cabinet spécialisé en droit international, et je poursuis aujourd'hui mon parcours en thèse.

Nathan Cussonneau (2023-2024)

Outre un parcours académique enrichissant, dans le Master de droit international et européen, j'ai pu découvrir des cours intéressants, un environnement agréable avec des associations étudiantes investies et surtout faire de magnifiques rencontres. Les professeurs, très accessibles et compréhensifs, savent rendre les cours intéressants. Par ailleurs, l'existence de la clinique juridique dès la première année du Master est un véritable plus, permettant de mettre en pratique nos connaissances et de découvrir des activités en lien avec la formation. Enfin, l'opportunité de participer à des concours a fait de mon expérience dans ce master une aventure à la fois stimulante et valorisante.



Responsables de formation



Alina MIRON et Bérangère TAXIL,
Professeures agrégées de droit public



- Insertion professionnelle -

Métiers de l'enseignement supérieur, fonction publique française, européenne et internationale, services juridiques des ministères (défense, affaires étrangères, économie), carrières juridiques et judiciaires (avocat, magistrat), ONG, grandes entreprises.

- Conditions d'accès -

- **Niveau** : Master 1 en droit ou équivalent.
- **Modalités de sélection** : sur dossier et, le cas échéant, entretien.



- Renseignements -

Pôle Masters 2 – Formations et relations professionnelles

Mayoury BACCAM | mayoury.baccam@univ-angers.fr

Tél. 02 41 96 21 23 – Bureau 117